



Agir par la Culture

2018

ANALYSE #18

# LE CAPITALISME POPULAIRE ? L'OXYMORE AU SERVICE DE LA PRESTIDIGITATION NÉO-LIBÉRALE

Par **Jean-François Pontégnie**  
Membre du Comité de rédaction  
d'Agir par la Culture



Avec le soutien de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles

# LE CAPITALISME POPULAIRE ? L'OXYMORE AU SERVICE DE LA PRESTIDIGITATION NÉO-LIBÉRALE

Par **Jean-François Pontégnie**  
Membre du Comité de rédaction  
d'Agir par la Culture

Dans un discours d'une heure trente, le lundi 9 juillet 2018, M. Macron, président de la République française, présentait « ses priorités pour l'année à venir ». Nous n'avons pas manqué d'être frappés par le fait qu'au cours de son allocution M. Macron a plaidé en faveur d'un « *capitalisme populaire retrouvé* ». Il est apparu utile de revenir sur cet oxymore (doublé d'une contre-vérité historique), d'une part parce qu'il est étonnant, mais sans doute révélateur d'un certain état de l'époque, que puisse être passée relativement inaperçue une telle énormité. D'autre part, parce qu'elle nous donne l'occasion d'énoncer quelques données que nombre d'« observateurs » (on parle de la presse) ont pour le coup perdu de vue...

## LE CAPITALISME POPULAIRE

Le lundi 9 juillet, le président français, M. Macron, convoquait le Parlement et le Sénat « afin de présenter ses priorités pour l'année à venir », un exercice directement calqué sur les habitudes étasuniennes du « discours sur l'état de l'Union<sup>1</sup> », ce qui dit déjà beaucoup de la démarche, au reste symboliquement renforcée par son organisation dans le château de Versailles où se trouvaient donc réunis autour de l'orateur du jour les ombres de deux fameux magnats de l'immobilier – à l'un sa tour, à l'autre son château – l'américain Trump et le français Louis XIV.

1. « Le discours sur l'état de l'Union (en anglais, State of the Union address) est un événement annuel aux États-Unis lors duquel le président présente son programme pour l'année en cours devant la branche législative du gouvernement fédéral. » - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Discours\\_sur\\_l%27%C3%A9tat\\_de\\_l%27Union\\_\(%C3%89tats-Unis\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_sur_l%27%C3%A9tat_de_l%27Union_(%C3%89tats-Unis))

Entre autres déclarations (le discours a duré une heure trente), le président Macron a plaidé pour un « *capitalisme populaire retrouvé* ». Un tel oxymore – doublé d'une manipulation historique (on se demande quand a bien pu exister un capitalisme populaire qu'on aurait à retrouver) – devrait prêter à franchement rire, mais on en vient plutôt à se désoler de ce qu'il n'a guère suscité l'hilarité générale. Comment est-ce donc possible ? Comment en est-on arrivé à ce point de confusion ?

## PAUVRES CAPITALISTES...

Dans un premier temps, on remarquera qu'il semble bien que le mot *capitalisme* ne soit plus tabou ; il s'agit probablement de l'aboutissement progressif de l'évolution qui a conduit à la disparition quasi complète d'alternatives crédibles au dit capitalisme, au moins aux yeux de ses thuriféraires, qui s'emploient en outre à éradiquer tout ce qui pourrait y ressembler. M. Macron s'en félicite d'ailleurs en ces termes : « *Nous avons aussi mis fin aux occupations illégales du domaine public, auxquelles nous nous étions trop habitués depuis des années, à Notre-Dame-des-Landes comme à Bure, qui laissaient les habitants dans le désarroi*<sup>2</sup> ».

On pourrait en passant gloser sur le « désarroi » des habitants, mais on restera ici sur l'intuition qu'il est assez fortement synonyme de « doute » et qu'il renvoie en ce cas à l'ensemble des sentiments que suscite la démonstration qu'il est possible de résister, qu'existent bel et bien des alternatives. Doute et sentiments dont M. Macron espère probablement ôter les « habitants »...

Dans la phase actuelle de leur « triomphe », les puissants ne craignent donc plus toujours de se dire pour ce qu'ils sont : capitalistes. C'est ce que, en termes médiatiques contemporains, on appelle « être décomplexé<sup>3</sup> ». Comme si la classe capitaliste avait jamais réellement nourri le moindre complexe d'être justement ce qu'elle est ! Cette soi-disant inhibition n'a en réalité jamais été que strictement tactique. Elle tient d'une part à la nécessité des replis à quoi sont parfois tenus les porte-paroles du capital. On se rappellera par exemple que, si des victoires sociales (dont la Sécu) ont pu être engrangées au sortir de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, c'est que « *la droite et le patronat [...] complètement disqualifiés par la collaboration qu'on leur prêt[ait] avec les autorités allemandes* » se sont montrés discrets (« complexés<sup>4</sup> »).

Elle s'explique d'autre part par cet « art » qu'ont développé les dominants de se faire passer pour de pauvres hères contraints d'en rabattre. Ce que confirme Geoffroy de Lagasnerie<sup>5</sup> dans un entretien avec Daniel Mermet : « *L'opération essentielle du pouvoir aujourd'hui, c'est de faire passer les dominants pour des vulnérables et les dominés pour des gens qui les mettent en danger*.<sup>6</sup> »

Malheureusement, disait-on, on ne rit pas dans cette histoire. Il ne nous semble pas avoir aperçu où que ce fût (entendons-nous : dans aucun organe des grands groupes médiatiques) une rectification dont la nécessité, ne serait-ce que morale, est pourtant manifeste : le capital est au peuple ce que

2. "*Capitalisme populaire*", "règles" pour l'islam : ce qu'il faut retenir du Congrès de Macron - Timothée VILARS - <https://www.nouvelobs.com/politique/20180709.OBS9395/capitalisme-populaire-regles-pour-l-islam-ce-qu-il-faut-retenir-du-congres-de-macron.html>  
À Notre-Dame-des-Landes, les occupants du bocage s'opposent à un projet d'aéroport (aujourd'hui abandonné). A Bure, les citoyens s'opposent à un projet d'enfouissement de déchets nucléaires.

3. Le capitalisme européen a souvent prétendu être complexé. Propos très bien relayé par le journal Les Échos en 1996\*, qui disait le capitalisme (français) complexé « *face au profit, face à la concurrence, face au reste du monde et face à l'Etat.* »  
\* *Un capitalisme toujours complexé* - Nicolas BEYTOUT - [https://www.lesechos.fr/25/11/1996/LesEchos/17279-010-ECH\\_un-capitalisme-toujours-complexe.htm](https://www.lesechos.fr/25/11/1996/LesEchos/17279-010-ECH_un-capitalisme-toujours-complexe.htm)

4. *Pourquoi la gauche a gouverné si peu et déçu si vite ?* Un entretien à lire avec Serge Halimi - Texte à l'appui - <https://la-bas.org/la-bas-magazine/textes-a-l-appui/pourquoi-la-gauche-a-gouverne-si-peu-et-decu-si-vite-un-entretien-a-lire-avec>

On peut encore à cet égard reprendre le propos de Serge Halimi (ibid.) qui rappelle « *cette anecdote où de Gaulle revient à Paris en 1944. Il est accueilli par une délégation du patronat et il leur dit, de manière très méprisante, de son maître quatre-vingt-dix et plus : "Je n'ai vu aucun de vous, messieurs, à Londres. Ma foi, après tout, vous n'êtes pas en prison"* ».

5. Professeur de philosophie et sociologie à l'École nationale supérieure d'arts de Cergy-Pontoise - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Geoffroy\\_de\\_Lagasnerie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Geoffroy_de_Lagasnerie)

6. *Geoffroy de Lagasnerie : « La violence policière, c'est la question de la vie ou de la mort »* - Texte à l'appui - <https://la-bas.org/la-bas-magazine/textes-a-l-appui/geoffroy-de-lagasnerie-la-violence-policiere-c-est-la-question-de-la-vie-ou-de>

le vampire est au genre humain, son pire ennemi ou, plus précisément, le capital n'a jamais rien fait d'autre que d'exploiter sans vergogne la force de travail du peuple<sup>7</sup>. En conséquence de quoi, le capitalisme populaire est une pure chimère, ou simplement : *n'est pas le capitalisme.*

M. Macron tente pourtant de justifier sa présentation chimérique : « *Si l'on veut partager le gâteau, la première condition est qu'il y ait un gâteau. Et ce sont les entreprises, rassemblant actionnaires, dirigeants et travailleurs, ce sont les producteurs qui font ce gâteau et personne d'autre.* »

Le recours de M. Macron à une métaphore pâtissière n'ajoute évidemment pas à la clarté de son propos. Même s'il n'est pas possible d'en être certain, il est fort probable que l'image du gâteau renvoie aux « profits », qu'il conviendrait de partager. C'est que, nous explique-t-on<sup>8</sup>, le discours versaillais visait dans le chef de M. Macron, « à combattre l'image de "président des riches" dont l'affublent ses opposants ». Pour ce faire, le président a déclaré assumer « la logique de la "voie française"<sup>9</sup>, qui vise à "conjuguer en même temps le progrès économique et le progrès social" » – en d'autres termes, selon M. Macron : « *il est mensonger de défendre les salariés si l'on ne défend pas les entreprises*<sup>10</sup> ».

## UNE VISION ÉCONOMIQUE NÉOCLASSIQUE

On touche ici au plus près l'idéologie néoclassique qui anime le pouvoir français et, au-delà – c'est ce qui nous intéresse ici – tous les pouvoirs européens sans exception. Dans cette vulgate économique, salariés, PDG et actionnaires sont les « **producteurs** ». La Sainte Trinité par quoi le « profit » (ou si l'on préfère les sucreries : le « gâteau ») advient. Or la (con)fusion de ces trois instances est un pur coup de force idéologique. Il suffit pour s'en convaincre – sans passer par de longues considérations théoriques - de consulter quelques données<sup>11</sup> relatives au CAC 40<sup>12</sup> pour s'en convaincre.

### • Les actionnaires

« *Dans les années 1970, [le taux moyen de redistribution des dividendes<sup>13</sup> tournait autour] de 10% » ; dans les années 2000, il a atteint les 30%. En 2017, ce sont « 61,8% des bénéfices déclarés [soit 56,6<sup>14</sup> milliards d'euros pour les seules entreprises du CAC 40] qui profitent directement aux actionnaires<sup>15</sup> ».* Ce qui concrètement signifie, que « l'emploi et les salaires sont systématiquement relégués au second plan, de même que les investissements qui permettraient de créer ou de maintenir les emplois, et de transformer l'appareil productif pour répondre aux enjeux environnementaux » (nous soulignons).

### • Les patrons

En 2017, « *le salaire moyen d'un patron du CAC 40 était de 4,68 millions d'euros* » (les grands patrons les mieux payés touchent quant à eux plus ou moins 10 millions d'euros de rémunérations), soit « *une augmentation de 7,8%* » par rapport à 2016. En revanche, les dépenses moyennes par salarié des mêmes entreprises n'ont augmenté que de

7. Pour une approche marxiste standard, voir ici par exemple : *La force de travail en tant que marchandise. La valeur et la valeur d'usage de la marchandise force de travail* - Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS - <http://www.d-meeus.be/marxisme/manuel/chapo7secto3.html>

8. Ici, par exemple : *Congrès de Versailles : Emmanuel Macron prononce un discours aux tonalités sociales* - Clémence BAUDUIN - <https://www.rtl.fr/actu/politique/congres-de-versailles-emmanuel-macron-prononce-un-discours-aux-tonalites-sociales-7794046868>

9. Qui n'a, faut-il le préciser, de française que la voix du président qui endosse le discours. Le raisonnement s'applique, mutatis mutandis, à toutes et tous, partout.

10. On passera rapidement sur le pléonasmisme (« *conjuguer en même temps* » ?) et sur l'imprécision syntaxique (il eût fallu dire : « de *prétendre* défendre les salariés ») d'un président présenté comme « littéraire\* ».

\* « *"Nous voulons continuer à produire un imaginaire français" : le littéraire Emmanuel Macron a un mot pour les auteurs, qui ont enterré symboliquement un livre ce lundi dans un cercueil devant le ministère de la Culture.* » - Congrès de Versailles : revivrez le discours d'Emmanuel Macron devant les parlementaires - La rédaction numérique de RTL - <https://www.rtl.fr/actu/politique/en-direct-congres-de-versailles-macron-va-s-exprimer-devant-le-parlement-7794043028>. Nous soulignons.

11. Les chiffres et données qui suivent sont extraits du rapport *Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises* concocté par l'Observatoire des Multinationales - social, écologique, politique (<http://multinationales.org/?lang=fr>) et téléchargeable ici : <http://multinationales.org/Le-veritable-bilan-annuel-des-grandes-entreprises-francaises>

12. « *Le CAC 40 est un indice boursier, un simple indicateur économique, déterminé à partir des cours de quarante actions de sociétés. Ces 40 sociétés sont en principe représentatives des différentes branches d'activités et les cours de leurs actions sont supposés refléter la tendance globale de l'économie des grandes entreprises, en l'espèce française,* » Le BEL 20, pour la Belgique, fonctionne exactement sur le même principe - d'après [https://fr.wikipedia.org/wiki/CAC\\_40](https://fr.wikipedia.org/wiki/CAC_40)

1,8% entre 2016 et 2017. «*La rémunération des dirigeants est en effet de plus en plus alignée sur les bénéfices réalisés par les actionnaires, ce qui explique qu'elle augmente au même rythme que les dividendes, plutôt qu'au rythme des salaires "normaux"*».

En 2017, Carrefour était la plus inégalitaire des grandes entreprises françaises avec un rapport de 251 entre la rémunération totale accordée à son plus haut dirigeant et les dépenses moyennes par salarié. En d'autres termes, il fallait 251 ans à un salarié «moyen» de Carrefour pour gagner autant que son PDG (en 2016, il en fallait 440). «*En 2017, le ratio moyen entre rémunération du patron et dépenses moyennes par salariés dans les grandes entreprises françaises du CAC 40<sup>16</sup> était de 95*».

#### • Les salariés

Les données sanitaires et socio-économiques rendent compte de la dégradation continue des conditions de travail du 3<sup>ème</sup> pôle de la «production» – telle que l'imaginent M. Macron et les dirigeants européens.

## DÉSASTRE SANITAIRE

Au niveau sanitaire, en 2015, un article publié par la RTBF<sup>17</sup> expliquait que «*les statistiques de l'INAMI [montraient] que les cas de dépressions et de burn-out [avaient] presque triplé, entre 2007 et 2014: de 29.112 à 83.155 cas par an*» et qu'en sus «*on [pouvait] estimer que les arrêts maladie inférieurs à un an [étaient] au moins aussi nombreux.*». Le Dr Michel Muller, médecin du travail, expliquait que «*l'extension du phénomène est liée à l'importance de la charge de travail, son organisation, avec dans certaines entreprises un contrôle très important sur l'activité de travail, très peu de moments de récupération et peu de soutien des collègues et de la hiérarchie*». De surcroît, précisait l'article, selon l'OMS, «*la dépression constituera en 2020 la deuxième cause de maladies chroniques derrière les maladies cardio-vasculaires et devant le cancer. La crise économique sans fin et son corollaire, les conditions de travail, en sont les causes majeures: on prévoit qu'un quart des adultes souffrira dans sa vie d'un épisode dépressif*» (nous soulignons).

## SAPE DU DROIT DU TRAVAIL

Cette évolution est le fruit d'un travail très conscient et fort organisé de dévastation du droit de travail: «*La remise en cause des statuts établis et des accords de branche est un phénomène européen, avec comme résultat une précarisation grandissante de toute une partie de la population active. Les multinationales et leurs groupes de lobbying ont parfois fait pression, de manière plus ou moins directe, pour obtenir ces réformes. [...] En 2017, des échanges entre le cimentier français Lafarge et le gouvernement grec datant de 2011 ont refait surface grâce au collectif «Investigate Europe». Le leader mondial du ciment, profitant de la*

**13.** «*Les dividendes sont la partie des bénéfices net d'une entreprise qui est distribuée aux investisseurs (actionnaires, etc.). Le montant des dividendes perçu par un actionnaire est proportionnel au pourcentage de capitaux propres (i. e. : au nombre d'actions) de l'entreprise qu'il possède*» – d'après Définition Dividende - <https://www.andlil.com/definition-dividende-129231.html>

**14.** Pour être précis, 47,3 milliards de bénéfices + 8,3 milliards de «rachats d'actions». Le rachat d'actions par l'entreprise elle-même – en principe avec ses bénéfices – fait diminuer le nombre d'actions en circulation et augmente donc mécaniquement la valeur de chaque action restante. Si 1.000 actions avant rachat valent chacune 100 €, après le rachat, les 500 actions restantes valent chacune 200 € - ce qui équivaut à une rémunération de 100 € par action. On notera que le rachat est en outre une «augmentation de la demande», ce qui a pour autre effet de faire augmenter le prix de l'action en bourse (l'effet est moins «mécanique», puisqu'il dépend de la cotation à la bourse, mais réel).

**15.** «*Les actionnaires connus du CAC 40 en 2016 étaient pour 25,9% des "gestionnaires d'actifs"\*, pour 10% des "familles et fondateurs", pour 5,3% d'autres investisseurs individuels fortunés, pour 3,5% les salariés des entreprises, pour 3,1% des investisseurs industriels, pour 3% l'État français, pour 2,7% des États et fonds souverains étrangers\*\**» - *Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises*. Op. cit.

\* «*La gestion d'actifs financiers (aussi désignée par "gestion de portefeuille") est une activité qui consiste à gérer les capitaux (détenus en propre ou confiés par un investisseur tiers) [...], pour en tirer le meilleur rendement possible en fonction d'un niveau de risque choisi*» - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Gestion\\_d%27actifs](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gestion_d%27actifs)

\*\* «*Un fonds souverain, ou fonds d'État, est un fonds de placements financiers (actions, obligations, etc.) détenu par un État. Les fonds souverains gèrent l'épargne nationale et l'investissent dans des placements variés (actions, obligations, immobilier, etc.)*». Les fonds souverains font donc de la gestion d'actifs... - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fonds\\_souverain](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fonds_souverain)

**16.** En excluant les entreprises liées à l'État actionnaire – qui impose des «plafonds» aux rémunérations des dirigeants. L'usage des guillemets s'impose, l'imagination des PDG pour contourner les restrictions étant fort riche... Dominique Leroy, CEO de Proximus,

*crise grecque, a fait pression pour obtenir d'Athènes une dérégulation du droit du travail, au-delà de ce que les réformes engagées prévoyaient déjà. La liste de revendications incluait la révision des mécanismes d'arbitrage entre employeurs et salariés au profit des premiers, une libéralisation des licenciements économiques avec restriction du pouvoir des juges, l'abolition des conventions collectives sectorielles pour privilégier les accords d'entreprises<sup>18</sup>. Autant de demandes qui ont été satisfaites [...].»*

Evolution dont rend compte encore le traitement que subissent certains des salariés qui demeurent employés dans les pays « donneurs d'ordre<sup>19</sup> ». En juin 2017, par exemple, « *quatorze salariés des services "informatique et vente" de Luminus, filiale belge d'EDF, ont appris [...] leur licenciement... par un simple coup de téléphone. "Allô ? Je te laisse un message pour te dire que ce n'est pas la peine de venir au travail demain" »* et certains d'entre eux « *ont carrément retrouvé leurs affaires dans un carton déposé à l'accueil de l'entreprise, alors que leur casier était censé être fermé à clé.* » C'est là le lot de la composante salariée ou « populaire » du capitalisme fantasmé par M. Macron. Peuple à qui il n'a pas dû échapper que, tout en évoquant « *un contexte économique difficile* » pour justifier les licenciements, Luminus distribuait « *35 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires sur un résultat net de 55 millions<sup>20</sup> »...*

## DÉLOCALISATIONS

Si un certain nombre de salariés restent proches des pôles décisionnels, il faut néanmoins souligner que la proportion de personnes employées sur le territoire d'origine des multinationales est en constante diminution. Seuls 26 % d'entre elles, pour ce qui concerne le CAC 40, travaillent en France (contre 35 % en 2010, par exemple). On reconnaît là, essentiellement, la technique des délocalisations qui permet de réduire drastiquement la part des salaires (et d'augmenter celle des dividendes) en produisant dans des pays où les obligations légales sont (nettement) moindres. Les problèmes posés par ces techniques d'exploitation sont nombreux, très nombreux.

- On connaît les conditions de travail dans le secteur textile au Bangladesh, mises en évidence de façon particulièrement atroce par la mort de 1.135 personnes dans l'incendie d'un bâtiment devenu dramatiquement célèbre, le Rana Plaza. On connaît le recours au travail des enfants dans les mines de la RDC ou encore l'intoxication massive (et jamais assumée par Areva) dans les mines d'uranium à Arlit au Niger, par exemple.

- Mais les entreprises délocalisent aussi en Europe. Et les situations qu'elles imposent à leurs salariés ne sont guère brillantes. Sur le plan des droits sociaux, « *les instances représentatives du personnel au niveau européen ou mondial disposent généralement de bien moins de prérogatives que leurs équivalentes au niveau français, particulièrement en termes*

voit son « salaire » limité par l'État, mais en raison de son statut d'indépendante, elle a touché par ailleurs en 2016 « *des rémunérations variables à court terme pour un total de 178.875 euros, des avantages pension et postérieurs à l'emploi de 169.666 euros et d'autres avantages pour un montant de 12.463 euros.* » Par exemple.

La CEO de Proximus a touché un salaire plus élevé en 2016 - RTBF avec Belga - [https://www.rtbef.be/info/economie/detail\\_la-ceo-de-proximus-a-touche-un-salaire-plus-eleve-en-2016?id=9557317](https://www.rtbef.be/info/economie/detail_la-ceo-de-proximus-a-touche-un-salaire-plus-eleve-en-2016?id=9557317)

**17.** *Le nombre de dépressions et de burn-out ne cesse d'augmenter en Belgique* - RTBF - [https://www.rtbef.be/info/societe/detail\\_le-nombre-de-depressions-et-de-burn-out-ne-cesse-d-augmenter-en-belgique?id=9166141](https://www.rtbef.be/info/societe/detail_le-nombre-de-depressions-et-de-burn-out-ne-cesse-d-augmenter-en-belgique?id=9166141)

**18.** Les accords négociés au sein des entreprises affaiblissent considérablement les salariés : ils ne peuvent plus compter sur la force que donne le nombre (la masse) de salariés d'un secteur entier d'une part et sont contraints de discuter en face-à-face avec ceux-là même qui peuvent les licencier, position plus qu'inconfortable on en conviendra.

**19.** On désigne par là moins des états-nations que le « *club très fermé de[s] membres privilégiés en position hégémonique sur l'ensemble de la planète* », qui accaparent « *les richesses et le pouvoir* » et que l'on désigne parfois aussi par le mot « Centre » notamment en raison de leur implantation géographique initiale : « le Nord », contre « le Sud » ou les pays développés contre les pays en voie de développement, etc. L'incessante réorganisation de l'économie en un gigantesque réseau mondialisé commence cependant à rendre obsolète la référence au Centre, en tout cas comme ensemble de lieux géographiques. Lire à ce sujet : *Centre-Périphérie* - Nadine CATTAN - <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00162580>

**20.** *La filiale belge d'EDF, licencie ses salariés par téléphone* - Belga - <http://www.lalibre.be/economie/emploi/quatorze-licenciements-chez-edf-luminus-qui-evoque-un-secteur-sous-pression-59564914cd706e263e8a9416>

de droit des salariés à l'information et à la consultation ». Un « autre point obscur de ces politiques (de délocalisation) [est] la sous-traitance. [...] Cette main-d'œuvre employée chez les divers fournisseurs et sous-traitants des multinationales est bien moins protégée et dispose de moins de droits que les salariés directs de ces entreprises. Au mieux, elle est couverte par des « codes de conduite » ou autres principes directeurs à destination des fournisseurs, dont l'efficacité est sujette à caution. » Par exemple, si le « made in Europe », est bien rassurant... ce n'est qu'en apparence seulement : « dans les ateliers textiles d'Europe de l'Est, des ouvrières peuvent [...] travailler pour 89 euros par mois, comme en Ukraine, alors qu'il faudrait un salaire cinq fois plus élevé pour y vivre dignement, selon un rapport publié en novembre 2017 par la Clean Clothes Campaign. Parmi les entreprises françaises qui se fournissent dans les usines visitées par cette ONG : Decathlon, Kering (Gucci) et LVMH ».

21. [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole\\_nationale\\_d%27administration\\_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_nationale_d%27administration_(France))

## LE PROGRÈS ?

Il ne faut plus de longs développements pour saisir en quoi confondre en une seule « entité productrice » les actionnaires, les PDG et les salariés relève de la mystification pure et simple : les monstrueuses inégalités de traitements que nous venons de survoler font plus que les séparer, elles les opposent. Et le capitalisme n'est rien d'autre que la longue histoire de cet antagonisme.

Dans un dernier effort de légitimation de son discours, on l'a vu, M. Macron en appelle au « progrès » : la « voie française » privilégierait la conjugaison du « progrès économique » et du « progrès social ». Seulement voilà : M. Macron se garde bien de définir ce dont il parle...

## LE PROGRÈS SOCIAL SELON M. MACRON : UN TOUR D'ILLUSIONNISTE

À défaut de définitions précises, on peut tenter de trouver des éléments de réponses dans le discours de M. Macron. Ainsi, le progrès social pourrait renvoyer à la réduction de « l'inégalité de destin » qu'évoque M. Macron, dans un exercice plutôt curieux... Si l'orateur reconnaît (et c'est bien le moins !) que « les inégalités "progressent en France depuis trente ans", il y voit une particularité [...] : "Ce qui s'est installé en France, ce sont les inégalités de destins. Selon l'endroit où vous êtes né, la famille dans laquelle vous avez grandi, l'école que vous avez fréquentée, votre sort est le plus souvent scellé" ».

M. Macron sort de l'ENA, l'école nationale d'administration. Dans leur livre *Les Héritiers*, publié en 1964, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron avaient décrit comment certaines grandes écoles françaises, dont l'ENA, étaient monopolisées par les « héritiers de la culture dominante »<sup>21</sup>. La polémique avait été vive. On imagine aisément que l'ENA

ne soit pas très encline à enseigner les théories du « sociologue énarquant », comme l'on a surnommé Pierre Bourdieu. Mais, avant d'intégrer l'ENA, M. Macron a obtenu un DEA (diplôme d'études approfondies) de philosophie, à l'université Paris X-Nanterre<sup>22</sup> : il est difficile de croire qu'il ait pu suivre toutes ses années d'études (puisqu'il faut ajouter à ce qui précède un diplôme obtenu à l'Institut d'études politiques de Paris) sans jamais entendre parler des processus de reproduction des inégalités sociales, tant étudiés et décrits par Bourdieu et nombre de sociologues.

L'hypothèse d'une ignorance de cet acabit ne tient – évidemment – pas une seconde. Elle est d'ailleurs totalement infirmée par Jean-Michel Eymeri qui, pour son ouvrage « La fabrique des énarques », paru en 2001, s'était entretenu avec nombre d'anciens élèves. Il ressortait de ces interviews que l'auteur s'était retrouvé « face à une population qui dispose d'une capacité d'auto-analyse sociologique de son parcours. Celle-ci est renforcée par la maîtrise, au moins relative de ce que J.-M. Eymeri nomme les catégories de l'entendement sociologique, en particulier de quelques concepts utilisés par la sociologie critique des phénomènes de domination et de reproduction tels que l'habitus et le déterminisme. »<sup>23</sup>

Ce détour est utile pour comprendre en quoi le discours de M. Macron tient plus de la prestidigitation que de l'analyse politico-sociologique qu'il est, on l'a vu, pourtant parfaitement à même de le mener. En un tournemain, le président arrache les rapports sociaux de domination à leur réalité matérielle, concrète, pour les renvoyer vers des arrières-mondes, des limbes, bref : ce « destin » qui déciderait que l'on naisse ici ou qu'on soit élevé là-bas. Or, invoquer le destin, c'est individualiser les vies, c'est-à-dire nier les mécanismes sociaux : une instance (l'on ne sait à qui ou à quoi M. Macron se réfère) « scellerait le sort » d'une personne en la faisant naître, selon on ne sait trop quels critères, dans une famille riche ou une famille pauvre<sup>24</sup>. Et voilà comment se trouve escamoté le fond du problème, c'est-à-dire :

1. le fait qu'en dehors de toute justice puissent exister des riches et des pauvres (parfois séparés par des gouffres financiers, culturels, etc.) ;
2. le fait que l'éradication de ces inégalités relève de décisions politiques.

Si l'on prend l'exemple du patrimoine économique<sup>25</sup>, on sait qu'en France, les 10 % les moins dotés ont un patrimoine moyen de 2.000 euros, tandis que le patrimoine moyen des 10 % les mieux lotis atteignait en 2015... 1.254.000 euros (et 4,1 millions d'euros pour le 1 % supérieur). Si l'on se réfère au patrimoine médian<sup>26</sup>, la moitié supérieure des détenteurs de patrimoine cumule 92 % du total..., l'autre moitié, les 8 % restants<sup>27</sup>.

22. <https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Le-CV-d-Emmanuel-Macron-1210778>

23. Eymeri J.-M., *La fabrique des énarques* - Pierre MATHIOT, in *Politix*, vol. 15, n°58, Deuxième trimestre 2002 - [https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2002\\_num\\_15\\_58\\_1006](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2002_num_15_58_1006)

24. Riche ou pauvre en capitaux divers, puisqu'il faut ajouter au capital économique, largement évoqué dans la présente analyse,  
- **le capital culturel**, beaucoup plus composite. Il peut ainsi être « institutionnalisé », surtout par la sphère scolaire et les diplômes ou « incorporé », on parle alors des *dispositions* et des *compétences* mises en œuvre par exemple dans les échanges langagiers : on ne s'exprime ni ne parle de la même façon selon qu'on vienne de la noblesse ou du prolétariat ;  
- **le capital social** qui renvoie davantage aux ressources que l'individu mobilise à travers les réseaux de relations dans lesquels il évolue : famille, amis, collègues de travail, voisinage...  
D'après *Capital* - Philippe COULANGEON - *Les 100 mots de la sociologie* - <http://journals.openedition.org/sociologie/1602>

25. « Quand on parle de patrimoine, on s'intéresse non pas à ce que gagnent les gens (leurs revenus), mais au stock de ce qu'ils possèdent (un compte en banque, un livret d'épargne, une voiture, un logement, des actions, une entreprise...) » - *Patrimoine : des inégalités vertigineuses* - Laurent JEANNEAU - <https://www.alternatives-economiques.fr/patrimoine-inegalites-vertigineuses/00085032>

26. Avec le patrimoine médian - « à savoir 158 000 euros de patrimoine brut (c'est-à-dire en prenant en compte les dettes) - on sait que la moitié des Français possède plus, l'autre possède moins. On est pile au milieu. Un Français sur deux a donc un stock de richesse supérieur à 158 000 euros ». Ibid.

27. Ibid.

Sans entrer dans le détail des débats sur l'« accumulation capitaliste<sup>28</sup> », on peut au moins pressentir que la constitution des patrimoines est en lien extrêmement étroit avec la prédation qu'exercent actionnaires et PDG et que nous avons évoquée ci-avant. Et en déduire que le fait que perdure cet accaparement de la richesse économique ne dépend que de décisions politiques. Cette prédation pourrait être *au moins* freinée par une imposition fortement progressive (très élevée pour les revenus les plus hauts) et par un impôt sur la fortune (le patrimoine). Or, et par exemple, cet impôt M. Macron s'est, dès son arrivée au pouvoir, empressé de le vider de sa substance puisqu'il a transformé « l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en "impôt sur la fortune immobilière" [ce qui correspond] à une baisse d'impôts d'environ 3,2 milliards d'euros, qui [bénéficie] aux plus riches<sup>29</sup> ». Et l'on comprend dès lors que M. Macron préfère parler du « destin »...

## LA CROISSANCE IMBÉCILE

Le progrès économique, quant à lui, pourrait bien renvoyer pour le président à « la création de richesses » étant donné que, selon lui, « l'enrichissement d'une nation [est] le socle de tout projet de justice et d'équité ». Pour le dire très simplement : c'est l'augmentation du PIB (ou « création de richesses ») qui permettrait la redistribution juste et équitable. Nous venons de nous pencher sur l'inanité des mots « justice » et « équité » dans la France actuelle<sup>30</sup> ainsi que sur l'absence (et même l'abrogation) de mesures réelles qui pourraient au moins commencer de remédier à une situation profondément inégalitaire<sup>31</sup>.

En réalité, donc, pour M. Macron le « progrès » ne vise que la « croissance », la sacro-sainte et éternelle croissance. Or, selon l'INSEE, « la croissance correspond à la seule évolution des quantités produites<sup>32</sup> ». Et l'on voit à nouveau toute la grandeur de la « pensée » macronienne : la quantité seule prime. Produire quoi, pour qui, pour quelle utilité sociale et avec quelles conséquences écologiques ? Toutes ces questions font dramatiquement défaut. On ne donnera ici qu'un seul exemple des conséquences (non évoquées) d'une croissance imbécile : « en 2017, la courbe des émissions de CO2 est répartie en forte hausse : +2% sur un an dans les pays du G20, qui représentent les quatre cinquièmes du total mondial. En cause, l'accélération de la croissance économique (+3,7% pour le G20), ce qui s'est traduit, malgré la remontée des cours du pétrole, par une augmentation de la consommation d'énergie, et donc des émissions associées. [...] Il est également très inquiétant de constater que l'Union européenne, qui se pense en figure de proue de la transition énergétique, n'arrive pas mieux que les autres à découpler croissance du produit intérieur brut (PIB) (+2,6% en 2017) et émissions (+1,9%).<sup>33</sup> »

28. On pourra lire à ce sujet l'analyse (et particulièrement la page 3) *Les aventures du capital* - Jean CORNIL - [https://www.pac-g.be/docs/analyses2013/analyse\\_25.pdf](https://www.pac-g.be/docs/analyses2013/analyse_25.pdf)

29. *Que change la réforme de l'ISF d'Emmanuel Macron ?* - LE MONDE, Les Décodeurs - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/08/30/que-change-la-reforme-de-l-isf-d-emmanuel-macron\\_5178657\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/08/30/que-change-la-reforme-de-l-isf-d-emmanuel-macron_5178657_4355770.html)

30. Et donc, mutatis mutandis, dans le Monde, qui n'échappe plus guère au modèle capitaliste.

31. On ne va pas en faire le détail, mais ça ne risque pas de s'arranger au vu du « projet de loi de finances 2019 » annoncé le dimanche 26 août 2018 par M. Édouard, premier Ministre. On ne citera ici que la compensation du projet de suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires par la baisse effective\* des aides au logement, des allocations familiales et des retraites. En d'autres termes, la part du travail qui est partagée avec la société (les cotisations) diminuant, il faut compenser mais dans la logique macronienne surtout pas par des prélèvements auprès des plus riches, mais bien en amputant les aides sociales et le revenu des retraités, soit la part redistribuée – solidaire – des salaires.  
\* On parle ici de diminution effective puisqu'il est question de découpler ces postes budgétaires de l'inflation et donc de leur perdre de leur valeur réelle. *Edouard Philippe annonce les grandes lignes de son projet de loi de finances 2019* - LE MONDE - [https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/08/26/edouard-philippe-annonce-les-grandes-lignes-de-son-projet-de-loi-de-finances-2019\\_5346258\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/08/26/edouard-philippe-annonce-les-grandes-lignes-de-son-projet-de-loi-de-finances-2019_5346258_823448.html)

32. L'INSEE ajoute : « Parce qu'il est difficile de mesurer directement l'évolution des quantités produites, la croissance est calculée par différence entre l'évolution du PIB en valeur et l'évolution des prix. [...] Par exemple, si la production a augmenté de 4 %, alors même que les prix ont augmenté de 3 %, la croissance a été de 1 % : 4 % de production moins 3 % de hausse des prix ». *Pour comprendre... La croissance économique* - INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2416930/Insee-En-Bref-PIB-vFR-Interactif.pdf>.

33. *L'Europe dérape sur le climat* - Antoine de RAVIGNAN - <https://www.alternatives-economiques.fr/leurope-derape-climat/00085266> Nous soulignons.

## LA VULGATE ÉCONOMIQUE : « UNE POLITIQUE DE VIOLENCE SOCIALE SOUS LE DÉGUISEMENT D'UN DISCOURS HUMANISTE »

Les quelques extraits ici analysés du discours qu'a fait M. Macron le 9 juillet 2018 sont un condensé tout à fait remarquable de ce qui sert de « *pensée économique vulgarisée à l'usage du plus grand nombre*<sup>34</sup> » à M. Macron et, avec lui, à tous les dirigeants européens. Et que l'on peut ainsi résumer : il convient de produire de plus grandes quantités de marchandises (peu importe lesquelles), c'est là la source des richesses, que l'on peut ensuite redistribuer. Il est absolument évident que, d'une part, la redistribution est une escroquerie : tous les indicateurs démontrent que les riches deviennent de plus en plus riches... et que chaque jour voit se former de nouvelles cohortes de pauvres, de plus en plus pauvres. La production pour elle-même est, d'autre part, une aberration écologique : la Planète est épuisée, le climat, au bord de la rupture, la pollution, absolument massive et les déchets, étouffants.

On distingue pourtant au cœur du discours de M. Macron des accents « humanistes ». Il prétend, entre autres, mener une politique « *pour ceux qui restent en marge* ». Il affirme aussi par exemple (avec, pour peu que l'on examine les faits, un culot peu commun) : « *Toutes les sociétés qui ont laissé croire que la prospérité devait se payer d'inégalités croissantes, et que ses dividendes pouvaient ne bénéficier qu'à une petite minorité, l'ont payé au prix fort* ». Au cours d'un entretien avec Daniel Mermet,<sup>35</sup> Didier Eribon<sup>36</sup> parle en évoquant le président Macron d'« un mélange d'élitisme technocratique et de populisme pastoral, où il y a les masses qu'on va mener vers leur bien-être [grâce au] bon sens économique que tout le monde doit accepter parce qu'il faut se rendre aux évidences et aux lois du marché ». Le philosophe poursuit : « Vous avez un gouvernement technocratique caricatural qui prend des mesures dictées par l'idéologie néolibérale. Ils n'ont pas besoin de les justifier, ils ne comprennent même pas qu'on puisse s'y opposer. C'est leur monde, c'est comme ça qu'ils ont été formés. »

Mais, explique le philosophe se noue intimement à cette approche néolibérale technocratique une démarche démagogique<sup>37</sup> : « *On le voit bien quand – alors qu'on détruit les systèmes de protection sociale, qu'on veut revenir sur les droits sociaux, les droits acquis qu'on appelle des privilèges dans ce discours-là – Macron va aux obsèques de Johnny Halliday faire un discours. Il veut être applaudi par le bon peuple parce qu'il fait l'éloge du chanteur qu'aiment les classes populaires. [...] C'est un populisme pur et simple, car en même temps il prend des mesures qui vont mettre tous ces gens venus l'applaudir dans une situation de plus en plus précaire. L'élitisme technocratique et le populisme font bon ménage.* »

Une des ambitions de la présente analyse était de contribuer à dépouiller de la démagogie qui l'habille (pauvrement certes) l'impitoyable programme néolibéral français – et européen – et de mettre

34. D'après la définition de « vulgate » du Larousse en ligne - <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vulgate/82653>

35. Didier Eribon : « *Macron, une tradition de pensée tangente au fascisme* » - Entretien – Articles - <https://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/didier-eribon-macron-une-tradition-de-pensee-tangente-au-fascisme>

36. Que Daniel Mermet présente comme suit : « *Vous êtes sociologue, philosophe, spécialiste de Michel Foucault. Vous avez été pendant des années un intime de Pierre Bourdieu, avec qui vous avez travaillé. Vous avez écrit un certain nombre de livres, dont « Retour à Reims », et même un « Retours sur le retour à Reims ». Vous avez longtemps été journaliste, à Libération puis au Nouvel Obs. Vous avez longtemps enseigné à Amiens, vous enseignez maintenant dans des universités dans le monde entier, notamment aux États-Unis.* » Ibid.

37. Didier Eribon (voir la citation) utilise le mot « populisme ». Nous lui préférons le vocable « démagogie », moins ambigu-voir à ce sujet l'interview de Laurent Jeanpierre Mettre « *populisme* » entre guillemets in Agir par la Culture, p.19 - [http://agirparlaculture.be/pdf/apc\\_48.pdf](http://agirparlaculture.be/pdf/apc_48.pdf)

en exergue la terrible réalité que dissimulent les discours que Didier Eribon qualifie de «pastoraux», en ce qu'ils s'adressent au bon peuple qui doute qu'on lui veuille *vraiment* tout le bien qu'on prétend. Il est entendu que quelques lignes critiques ne suffisent pas à inverser une politique menée par de puissants intérêts, relayés par des think-tanks *«qui ont le soutien des pouvoirs publics – qui ne sont publics que de nom, puisqu'ils sont soumis évidemment à des intérêts économiques et politiques qui ne sont pas du tout publics mais plutôt privés, de la finance – et le soutien forcené des médias»*, comme le dit Didier Eribon, dont il convient sans doute de faire nôtre le constat : *«Je crois que nous avons besoin aujourd'hui d'une profonde réinvention de l'analyse du monde social, d'une profonde réinvention de la pensée de gauche, d'une profonde réinvention de la politique de gauche»*.